

pas occupés particulièrement d'études économiques.

Ainsi, Messieurs, de la jeune génération, point de reproches; soyez indulgents, soyez justes. Au prix des longs et rudes travaux de vos nées, vous voilà entrés dans la Terre Promise; ils ont fait leur tâche, à vous maintenant de faire la vôtre. Ils ont sacrifié leur temps, leur énergie, leur intelligence à cette grande conquête, à vous maintenant de la faire profiter. Ils ont dû être tribuns, soyez hommes d'état, économistes éclairés. De cette manière vous vous présenterez sur l'arène avec l'armure convenable, et vous pourrez y lutter sans désavantage avec des concurrents qui, comme je l'ai remarqué plus haut, sont pour le présent mieux préparés que nous; fait qu'il y aurait une sorte de vanité, du danger même à ne pas reconnaître. La première condition, la plus sûre garantie du succès dans toute position où l'on peut se trouver, c'est de bien connaître et apprécier les forces de son adversaire.

La supériorité de vos concurrents en fait d'économie politique peut aisément s'expliquer. N'appartient-ils pas à cette race d'hommes la plus industrieuse, la plus commerciale qui soit au monde, ce qui a fait dire à un économiste distingué de nos jours, que "l'Angleterre est le pays natal de l'économie politique." Marchande et manufacturière, la nation Anglaise a dû être portée tout naturellement à étudier et à observer, plus que tout autre, les phénomènes de la formation, de la répartition et de la consommation des richesses, qui sont le sujet de l'économie politique. Sans une forte étude de cette science, tant dans les livres que par l'observation et la réflexion, l'Angleterre ne fut jamais parvenue au degré de richesse et de puissance qu'elle a atteint. Et l'on a une grande preuve de l'existence de connaissances économiques saines et étendues chez la nation Anglaise dans le triomphe éclatant que vient de remporter en Angleterre le principe de la liberté du commerce, sur le principe restrictif, prohibitif, ou protecteur. Les intérêts opposés à cette mesure étaient si puissants que l'œuvre de Sir Robert Peel a étonné le monde, et que ce grand homme, écoutant héroïquement la voix de l'opinion publique, tant qu'à une humble conviction, a dû, nouveau Sanson, s'enlever, comme chef politique, sous les ruines du monopole écorché. Mais c'est à un bien glorieux héritage que l'Acte des Céréales; et dit Sir Robert Peel ne jamais se relever de sa dernière chute, il en a fait assez pour sa renommée en faisant triompher un principe humanitaire, dont les conséquences sont incalculables pour l'humanité tout entière. N'est-il pas notoire que le vieux système prohibitif et protecteur a pour effet de rendre tous les peuples ennemis les uns des autres, en les faisant se regarder comme intéressés à la ruine les uns des autres? Le nouveau système, au contraire, aura pour tendance d'intéresser tous les peuples à la prospérité les uns des autres, et fera ainsi disparaître la cause des guerres fréquentes et ruineuses, follement entreprises pour de prétendus intérêts commerciaux, qui n'existaient que dans les théories erronées du temps. Certainement s'il est quelque chose qui doive aider à la réalisation du rêve de paix universelle du bon Abbé de St. Pierre, c'est qu'on a appelé le rêve d'un homme, vers laquelle l'Acte des Céréales de Sir Robert Peel est le premier pas, mais un pas décisif, mais un de ces pas, comme ceux du géant Atlas, qui va remuer, entrainer le monde.

Or, Messieurs, cette grande révolution commerciale dont le premier tocsin vient de sonner du haut des tours de Westminster Hall, nous allons être des premiers conviés à entrer dans la voie qu'elle ouvre. La Mère-Patrie en nous retirant la protection qu'elle accordait à nos produits, va nous donner le droit de retirer de notre côté la protection qu'elle assurait à ses propres produits sur notre marché; elle nous ouvre en même temps toutes les marchés du monde, et permet au monde entier de venir chez nous. En un mot, nous allons avoir à régler nous-mêmes dans notre intérêt nos rapports commerciaux avec le monde entier, sous le contrôle s'étant réservé jusqu'à présent et qu'elle exerçait dans l'intérêt de l'Empire. (Je n'ai pas à m'occuper de quelques points de restriction qui paraissent n'être pas encore réglés, et qui sans doute seront le sujet de négociations entre la Mère-Patrie et la colonie.) C'est là une occupation aussi grave qu'elle est nouvelle pour nos hommes publics, qui va demander de bien grandes connaissances en économie politique pour nous garder des conséquences des faux pas, qui sont d'autant plus à redouter que nos premières démarches décideront peut-être de l'avenir de notre pays sous plus d'un rapport; nous allons maintenant inoculer à notre corps social des germes de misère ou de prospérité, de vie ou de mort; nous allons avoir non seulement à débattre nos intérêts de localité et de classe, mais aussi à régler nos intérêts provinciaux avec les peuples étrangers. Et surtout que notre race sentira qu'il est de son avantage, autant que de son honneur, d'apporter dans la discussion de ces grands intérêts une part de lumières, de connaissances et d'expérience égale à celle qu'elle a toujours su fournir dans les discussions publiques. Et cela encore une fois, nous ne pourrions le faire qu'au moyen d'études sérieuses en économie politique. Voulez-vous que je vous cite sur ce point un passage du discours sur l'économie politique du professeur McCulloch:—

"Ce n'est pas une connaissance superficielle et générale, mais bien une connaissance profonde et intime des justes principes et conséquences de la science économique, qui peut seule rendre l'homme d'état capable d'apprécier la portée et l'effet des différentes institutions et mesures, et conséquemment d'adopter celles qui sont les plus avantageuses à la nation. Tel pourra déclamer avec vigueur et éloquence et

les avantages du commerce libre, comme sur la libre concurrence dans toutes les branches d'industrie, qui cependant ignorera complètement plusieurs principes fondamentaux et des plus importants. C'est une erreur que de supposer que ces principes gisent à la surface; plusieurs ont échappé à l'observation de Quesnay et de Smith; et soyons bien certains que pour les comprendre il faut une étude sérieuse et une attention suivie."

Dans un autre endroit il expose ainsi le danger de l'ignorance des législateurs en fait d'économie politique: "En législation financière et commerciale, on ne saurait faire d'un seul faux pas, — imposer une seule taxe ou restriction injuste, sans affecter sensiblement les intérêts de chaque individu, sans mettre même en danger réel la subsistance d'un nombre de familles. La meilleure intention ne saurait prémunir contre l'erreur. L'ignorance des sciences frustre souvent les meilleures intentions, et fait que des mesures destinées à hâter le progrès des améliorations n'ont produit que des désastres et de la disgrâce."

Maintenant, Messieurs, ne pensez-vous pas avec moi que ce n'est qu'en tremblant qu'un législateur doit aborder les questions d'économie politique; et qu'ils assument une immense responsabilité ceux qui, pouvant le faire, négligent les moyens de pouvoir se prononcer avec connaissance de cause? Mais qu'on n'aille pas croire que cette responsabilité pèse seulement sur ceux qui se mêlent directement de législation. L'étude de l'économie politique est nécessaire et partant obligatoire à tout le monde. Sur ce point écoutez Say, dans son discours préliminaire:

"On a cru longtemps, dit-il, que l'économie politique était à l'usage seulement du petit nombre d'hommes qui régissent les affaires de l'état. Je sais qu'il importe que les hommes élevés au pouvoir soient plus éclairés que les autres; je sais que les fautes des particuliers ne peuvent jamais ruiner qu'un petit nombre de familles, tandis que celles des princes et des ministres répandent la désolation sur tout un pays. Mais les princes et les ministres peuvent-ils être éclairés, lorsque les simples particuliers ne le sont pas? Dans les pays où l'on a le bonheur d'avoir un gouvernement représentatif, chaque citoyen est bien plus encore dans l'obligation de s'instruire des principes de l'économie politique, puisque la tout homme est appelé à débattre sur les affaires de l'état. Enfin, c'est ce que Say qui parle, en s'appuyant sur tous ceux qui prennent part au gouvernement, dans tous les grades, puissent être habiles sans que la nation elle-même ne soit tout-à-fait impropre, qu'elle résisterait à l'application de la science économique, en Angleterre comme dans tout le reste de l'Europe, en était encore au berceau; la nation Anglaise n'était pas encore en état de recevoir le plan de son ministre, tout excellent qu'il fût; la seule proposition qui en fut faite faillit soulever le pays, et ce fut avec les plus vives démonstrations de joie que le peuple accueillit l'abolition de la mesure; Et telle était la force des préjugés que ce ne fut qu'en 1803, trente ans plus tard, que fut adopté sans danger le système d'entreposer la plus grande amélioration, dit M. Cullloch, qui ait peut-être jamais été faite dans la police financière et commerciale de ce pays."

L'ignorance, ou les préjugés en fait d'économie politique ne font pas seulement rejeter de bons et sûres législatives, ils en imposent en outre de mauvaises. C'est lui qui pour la première fois étudia l'économie politique, est frappé d'étonnement à la vue des erreurs monstrueuses que lui signalent ses auteurs à chaque page chez les nations les plus avancées, comme chez les hommes les plus éclairés. Vous voyez l'Égypte obliger les enfants à exercer le même état que leurs pères, comme si la nature donnait nécessairement aux hommes les aptitudes particulières à l'état où ils naissent; sans parler du danger d'encombrer certaines industries, et d'en laisser d'autres avec un nombre insuffisant de travailleurs, selon les besoins variables de la société. Vous voyez dans certains états de l'ancienne Grèce les travaux industriels absolument interdits aux citoyens, qui étaient à peu près ce que sont les nobles modernes. Cette loi se rencontre à l'état de préjugé à Rome, mais si profondément enraciné qu' Cicéron, cet esprit si philosophique, n'a pu s'en garder. Le menu négoce est serfide et déshonorant à ses yeux, et toute la grâce qu'il fait au grand commerce c'est de dire qu'il n'est pas tout-à-fait aussi méprisable — *non admodum vituperanda*. Avec une pareille idée, la Grèce et Rome n'auraient jamais existé sans l'esclavage. Chez les modernes vous voyez l'Espagne devenir la victime de cette erreur commune qui regardait l'or et l'argent étaient la seule source de la richesse, au point que dans presque tous les États de l'Europe on passa des lois pour prohiber l'exportation de ces métaux. C'était raisonner aussi bien que Bayard qui se laisserait mourir de faim sur son trésor. Les opérations de la fameuse Compagnie des Indes Orientales en Angleterre, furent longtemps gé-

nées par cette cause, et ce ne fut qu'après 63 ans de discussion qu'elle obtint pour elle et pour le commerce particulier, liberté pleine et entière sous ce rapport. C'est dire que l'Angleterre repoussa pendant 63 ans une mesure qui a contribué autant et plus que quoi que ce soit, à lui donner deux cent millions de sujets en Asie. Enfin, pour citer quelques noms célèbres très modernes, on voit Montesquieu et Voltaire préconiser le luxe comme un bienfait, presque à l'égal d'une vertu. Louis XIV disait qu'un Roi faisait l'aumône en dépensant beaucoup; mais quelques soixante ans plus tard le peuple de Paris préférait à une terrible révolution en demandant du pain. Un autre monarque plus rapproché de nous encore que le Grand Roi, Frédéric II, surnommé aussi le Grand, trouvait que la guerre était un moyen admirable de distribuer également dans ses Provinces les subsides que les peuples fournissaient au gouvernement. — Certes, les peuples se fussent beaucoup mieux trouvés qu'on leur eût laissé ces subsides.

Terminons ces quelques exemples d'erreur choisies entre des milliers d'autres, chez les peuples étrangers, par un exemple tout récent, tiré de chez nous. Nous en trouvons un assez remarquable dans ce que nous appelons l'Acte pour la protection de l'agriculture, qui n'a nullement protégé l'agriculture; car si l'on consulte les comptes mis devant le Parlement, dans la dernière Session, on verra que cet Acte a produit l'année précédente, £1,587 de droits, ce qui réparti sur la masse des producteurs Canadien revient à rien pour chacun. Ainsi nos producteurs n'ont pas eu de protection, et il en a coûté plusieurs £1,500 pour mettre l'Acte à exécution. Mais cet Acte eût-il eu l'effet de mettre d'abord une somme considérable dans la poche de l'agriculteur, il en fut résulté une hausse proportionnelle dans le prix des subsistances pour toutes les classes non-productrices de produits agricoles, qui elles auraient été forcées de faire payer leurs services plus cher à l'agriculteur, qui aurait ainsi donné d'une main ce qu'il aurait reçu de l'autre; ou bien encore la protection aurait attiré le travail et les capitaux vers l'agriculture, et la concurrence eût bientôt réduit les prix à leur niveau naturel. Mais lorsque ces prix sont au-dessous de ce niveau naturel — alors en vertu de la même loi, le travail et les capitaux se portent ailleurs, et la concurrence diminuant, les prix haussent de toute nécessité. Aussi rien n'est-il mieux établi en économie politique que la protection est un système absurde et désastreux, excepté peut-être dans certains cas tout particuliers, où il serait question de soutenir les premiers pas d'une industrie nouvelle, mais propre au sol, au climat, à la situation d'un pays; ou pour amortir la chute d'une industrie ancienne qui ne se trouve pas, ou qui a cessé d'être dans ces conditions. Alors c'est une taxe temporaire que la Société entière s'impose pour raffermir une industrie naissante, et hâter le moment où elle pourra se soutenir par elle-même. Dans le second cas, de même, la Société vient au secours d'industries caduques, non pas pour les faire revivre, mais pour empêcher la ruine de milliers de familles, et donner aux époux et au travail qui y sont engagés, le temps de se tourner, sans secousse, dans des voies plus avantageuses.

Mais je m'arrête, car je sens que je serais de ma thèse. Puis d'ailleurs votre patience doit être à peu près épuisée, si mon sujet ne l'est pas. En effet parmi mes notes j'en trouve qui se rapportent à deux sujets intimement liés à l'étude de l'économie politique, et dont je ferai qu'une simple mention en passant, je veux parler de l'introduction, dans le cours des études collégiales, des éléments de l'économie politique, et de l'établissement de chaires d'économie politique en ce pays, comme il en a été établi dans d'autres pays, qui en avaient moins besoin que nous. Je crois qu'un collège de St. Hyacinthe, cette institution qui sous ses professeurs actuels, a pris un rang si élevé parmi nos maisons de haute éducation, on a commencé à s'occuper d'économie politique; dans ce cas cette institution aurait eu le mérite d'avoir la première su deviner un grand et pressant besoin social. Prenons-la de poursuivre cet œuvre utile; prions nos autres collèges de suivre son exemple. Prions aussi nos législateurs de fournir à notre jeunesse studieuse les moyens de perfectionner l'étude de la science commencée dans nos collèges. Le professeur, on le sait, épargne un travail et un temps considérables à l'étudiant; il montre du premier coup la route à suivre; il en désigne les écueils, en aplani les obstacles, en prévient les écarts. Il faut apprendre tant de choses dans un jeune pays comme le nôtre, où la division du travail n'est pas encore rendue où elle en est dans les vieux pays, qu'on ne saurait trop épargner le temps de la jeunesse. Et l'argent qui serait employé à cette fin, ne saurait être plus profitablement approprié. Quelques centaines de louis annuellement votées pour des chaires d'économie politique, pendant quelque temps, vaudraient à la province des centaines de milliers de louis soit en pertes évitées, soit en gains occasionnés par la diffusion de connaissances économiques.

Avant de prendre congé de vous, permettez-moi d'abréger un mot d'encouragement au travail de cette belle jeunesse Canadienne, dont je vois l'éclat se presser autour de cette tribune. La jeunesse, c'est l'âge des vertus patriotiques fortes et pures. A cet âge, les yeux d'intérêt personnel ne viennent pas glacer les élans du cœur, non plus que les mauvaises passions excitées, par des luttes politiques prolongées, ne faussent le jugement ni ne l'obscurcissent. Oh! qu'elle serait puissante la jeunesse avec sa surabondance de force et de vitalité, si l'expérience n'était le fruit de longues années d'apprentissage. Eh bien, cette expérience vous pouvez en accélérer prodigieusement l'acquisition par l'étude; les livres, les bons livres sont les dépôts de l'expérience des siècles passés. Vous y trouverez les moyens de devenir en peu

de temps les pères de la patrie, les protecteurs de vos frères, les apôtres du progrès. Je vois vos yeux s'animer au mot Patrie, j'entends battre vos cœurs au mot Frères, et votre imagination s'échauffe au mot Progrès. Voulez-vous ne pas rendre vaines et infructueuses vos aspirations de jeunes hommes? hâtez-vous de vous rendre maîtres de la science qui traite de la richesse des nations. Par là vous donnerez parmi nous une bonne direction au travail, source de toutes richesses, et vous nous assurerez en même temps tout le profit que nous avons droit d'attendre de notre travail. L'homme s'anime, se complait au travail, quand il s'en voit convenablement récompensé. Pour moi, je n'ai jamais compris que Dieu eût imposé le travail à l'homme comme une peine; quoique je croie comprendre que nos sociétés artificielles, plus ou moins attachées de privilèges et de monopoles, aient donné une apparence pénale à un des plus beaux décrets du Tout-Puissant. Eh! le travail ne rapproche-t-il pas l'homme du Créateur en le rendant créateur lui-même? Ne voit-on pas Dieu travailler lui-même pendant six jours et se reposer le septième? Et Dieu en créant sa matière, et en laissant à l'homme le soin de donner, de créer de la valeur, de l'utilité à cette matière, ne semble-t-il pas l'avoir appelé à compléter son œuvre, l'avoir pour ainsi dire associé à son travail des six jours? Oh! Messieurs, une pareille association vaut bien les titres de noblesse que se transmettent des générations de faibles; et le travailleur, l'homme industrieux aurait grandement tort d'être humilié de son état; lui seul remplit réellement les vues du Créateur. Tout ce qu'il lui faut, c'est qu'il recueille le fruit de son travail; ce fruit c'est la richesse, le bien-être; et pour l'homme le bien-être, c'est le progrès, le perfectionnement.

Ainsi, Messieurs, vous voyez que la science de l'économie politique qui préside à la richesse est la science du progrès par excellence. Que les vérités qu'elle enseigne soient bien comprises, bien appliquées, et les tristes moralistes qui pleurent aujourd'hui sur les misères de l'homme, qui paraît bien en effet sous le coup d'une condamnation divine, trouveront peut-être que le créateur a fait, en somme, au roi de la création un sort passablement royal, et qu'un lieu de lamentations sans fin, Dieu a droit à de continuels actions de grâces de notre part. Pourquoi frisons nous à Dieu une espèce de reproche des maux qui semblent attachés à l'humanité, lui qui nous a donné tous les moyens d'être heureux? Il est vrai qu'il nous a créés en même temps libres de bien ou de mal user de ses dons. Mais pouvait-il faire autrement, à moins de nous créer anges ou brutes? Sachons donc bien user de notre liberté. Travaillons de bon cœur, comme il est de la nature d'être intelligents de le faire; mais apprenons en même temps à laisser à chacun le fruit de son travail; car sans cela nous couvririons la terre de misères et de désolation. Vous avez bien connu sous la plupart de nos systèmes sociaux actuels des classes privilégiées qui s'enrichissent de la substance des masses exploitées; mais cette substance mal acquise, soyez-en sûrs, ne sert qu'à entretenir chez les individus un foyer de souris cuisants, de remords rongeurs peut-être en attendant que la grande justice de Dieu passe sur les générations entières. C'est ce que l'histoire des temps passés nous enseigne, et l'économie politique en nous expliquant comment cela arrive, nous apprend à le prévenir. Oui, Messieurs, l'économie politique s'étend jusque là. Ses démonstrations viennent à l'appui des préceptes de la plus saine morale et nous font voir que rendre ou laisser à chacun ce qui lui appartient, est pour les nations le plus sûr moyen d'arriver à la prospérité et au bonheur, comme ce l'est pour les individus d'arriver à un monde meilleur.



LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 24 NOVEMBRE, 1846.

L'avenir du Pays—La liberté commerciale—Le Tarif—Les restrictions maritimes—La libre navigation du St. Laurent.

L'intérêt que l'on prend aux questions d'Economie Politique, va croissant. Dans toute l'étendue du pays, elles sont à l'ordre du jour. — Bien nous en prend, car ces questions sont d'une importance vitale pour la prospérité de notre Canada, et le pays sera bientôt appelé à se prononcer.

Dans ces circonstances, il est de notre devoir, comme organe d'une partie de la population, de réveiller l'attention publique sur ces sujets si importants, et de lui faire part de nos propres lumières, si faibles qu'elles soient, afin que le peuple puisse être en état de juger lui-même ces questions, de les apprécier et de donner sa voix. Une grande révolution est en progrès des deux côtés de l'Atlantique; révolution qui doit réjouir le cœur de tous les hommes bien pensants, puisqu'elle a pour but et qu'elle aura pour conséquence, l'amélioration morale et matérielle de toutes les nations.

La liberté commerciale sera désormais le plus grand agent de la civilisation moderne. C'est elle, qui en détruisant les derniers privilèges, les préjugés, l'esprit de cupidité et les monopoles, va régénérer les peuples et les lancer dans une nouvelle voie d'avenir. Elle a été longue, rude et difficile la lutte qui

a eu pour but d'affranchir la majorité de la population anglaise du joug sous lequel la tenait courbée le petit nombre de privilégiés, d'empêcher ce petit nombre de s'enrichir au dépens du grand nombre, enfin de renverser cette hydre du monopole, dont la puissance et les richesses allaient croissant, quand le peuple était réduit à la mendicité, et écrasé par un système de plus en plus oppresseur.

Toutes les libertés sont sœurs, mais la nouvelle liberté commerciale va consolider l'œuvre et les triomphes des autres libertés. Elle est fondée sur les premiers principes du droit naturel, le droit incontestable de tout homme libre d'appliquer son travail et ses capitaux, de la manière qu'il croit la plus avantageuse pour ses intérêts. Si cette doctrine est vraie pour les individus, elle l'est également pour les corps politiques. Si chaque citoyen est jugé mieux qualifié pour conduire ses propres affaires, pour comprendre ses propres intérêts, il en est de même des différents corps et classes de la société. L'intervention d'un gouvernement dans les travaux, les industries des différentes classes doit être injurieuse et oppressive. Les primes ou bonus qu'il donne à un genre de travail ou d'industrie, il ne peut les donner qu'aux dépens d'une autre industrie. C'est encourager une classe de la société, mais non la société. C'est créer une classe privilégiée, au détriment de la production générale, protéger certaines industries nationales au détriment d'autres industries également nationales, si bien que cette lutte d'intérêts entre voisins amène encore la lutte d'intérêts entre frères, et comme le faisait remarquer dernièrement l'illustre chef de la ligue anglaise, en matière de tarif, la guerre évangélique entretient la guerre civile.

Supposons au contraire l'association au lieu de la division, le système de la production commune au lieu de ce qu'il faut appeler le système de productions séparées et hostiles, l'échange au lieu de la prohibition, la vie sera plus douce, moins coûteuse et toutes les industries classées dans leur véritable voie, ne tarderont pas à prospérer, après avoir subi une de ces transitions que les bons principes, comme les inventions utiles apportent malheureusement toujours avec leur première application.

Si nouvelle que soit pour nous la science de l'économie politique, autant que nous pouvons en comprendre les principes le système prohibitif est un mal, nous paraît méchant, absurde et tendant non à protéger l'industrie nationale, mais à la ruiner et à la détruire.

Aussi est-il temps de lui faire une guerre acharnée, de détruire ses erreurs, ses sophismes et de faire triompher la force de la raison et les bienfaits de l'expérience. Voilà pourquoi nous voyons avec bonheur les hommes éminents dans la science et les citoyens forts recommandables de tous les pays se réunir et travailler en commun pour préparer l'aveuglement de la liberté commerciale. Voilà pourquoi, nous nous sommes déjà associés de tout cœur aux marques de sympathie données en Angleterre, et en France à l'illustre Cobden, qui a vu sa vie et sa fortune, au triomphe de ce principe.

La liberté commerciale, est à notre avis, un de ces faits providentiels, envoyés de temps à autre à l'humanité, pour l'aider à se rapprocher de ce point de perfection vers lequel il est dans notre nature de tendre incessamment. Il y a en elle un germe de force et de vitalité telle que malgré les efforts réunis de toute l'aristocratie anglaise, en quelques années, elle est parvenue à réformer le monde. Voyez toutes les nations éclairées suivre l'exemple du gouvernement anglais. En France, le gouvernement est disposé à adopter ses principes. En Allemagne, l'attention publique en est aujourd'hui toute occupée. L'illustre chef de la Chrétienté N. S. P. le pape Pie IX va les proclamer dans ses États et l'on croit que la Russie ce foyer de despotisme, des privilèges et des monopoles, poussée par l'exemple de l'Angleterre, va introduire de grandes modifications dans son tarif. Quant à ce côté de l'Atlantique, les principes de la liberté du commerce gagnent chaque jour de l'influence. Aux Etats-Unis, malgré les clameurs et les triomphes éphémères des whigs dans quelques États, les partisans du free-trade n'en verront pas moins entrer en opération en 1847, le nouveau tarif, qui va porter le dernier coup au régime de la protection, comme nous allons le démontrer dans le cours de cet article.

En Canada, les partisans du free trade sont déjà en majorité, et nous pouvons ajouter, que leur nombre augmente tous les jours. Les protectionnistes forment cependant un parti, et nous ne prétendons pas dire que tous leurs arguments sont faux et mauvais. Mais nous croyons que la discussion qui est maintenant établie, fera voir que les arguments en faveur de la liberté commerciale, sont meilleurs que ceux en faveur d'un tarif protecteur.

Les industries déjà en opération et ceux qui veulent en établir de nouvelles, croient être intéressés à ce que notre tarif les protège et à ce qu'au lieu de se rapprocher de la liberté du commerce on en reste indéfiniment éloigné. — De part et d'autre, on va s'organiser et travailler à faire valoir ses arguments. Il faudra s'expliquer et nous espérons que l'opinion publique sera avant longtemps parfaitement éclairée.

Quoique nous soyons d'un avis opposé aux idées des partisans d'un tarif protecteur, nous ne pouvons qu'approuver aux efforts qu'ils font pour les faire valoir. Leurs prétentions présentent un ensemble de vues et d'opinions raisonnables, qui offre matière à un débat utile. — Suivant nous, ces opinions sont erronées, ces vues sont inexactes. Nous essaierons donc de les combattre, avec modération, en nous abstenant de prêter à nos adversaires des sentiments et des projets indignes de bons citoyens.

Nous devons cependant exprimer le regret qu'on ait déjà fait appel, dans une correspondance de la *Minerve* signée *Just*, aux préjugés populaires, en amenant devant les yeux des po-